

ARGENTINE

Aux mains de l'oligopole des capitaux étrangers

Les politiques économiques des années 1990 ont été marquées par une consolidation du modèle néolibéral, promu par les institutions de crédit multilatérales. Ainsi, les services publics et financiers, à la suite d'un processus de privatisation, ont été monopolisés par une oligarchie de sociétés privées à capitaux étrangers. La dévaluation était essentiellement due à la « Loi sur la convertibilité », soutenue jusqu'au bout par le FMI et la « communauté financière ». Les fuites massives de capitaux au cours de l'année 2001 ont scellé le sort de l'Argentine.

La crise institutionnelle et l'économie aux mains des étrangers

Dans le courant de l'année 2002, la situation des droits humains en Argentine renvoie sans cesse aux événements de décembre 2001. La crise économique, politique et sociale sans précédent que traversait le pays à cette époque a entraîné une révolte sociale qui a mis fin au consensus autour des politiques néolibérales mises en œuvre durant les années 1990. En l'espace de quinze jours, cinq présidents se sont succédés, laissant le pays dans un état d'instabilité institutionnelle, la pire depuis le retour à la démocratie en 1983.

Les politiques économiques des années 1990 ont été marquées en Argentine par une consolidation du modèle néolibéral, promu par les institutions de crédit multilatérales. Tout au long de cette période, l'Etat argentin a garanti le maintien dans le temps d'un taux de change fort élevé, en grande partie financé par le haut niveau d'endettement, et sans aucun rapport avec la structure productive nationale.¹

Ainsi, les services publics et financiers ont bénéficié d'une forte rentabilité et ont été monopolisés, à la suite d'un processus de privatisation, par une oligarchie de sociétés privées à capitaux étrangers. Ce processus comprenait la privatisation de la plupart des services publics essentiels, tels que l'électricité, le gaz, le téléphone et le pétrole. Le transfert massif des compagnies publiques aux mains du privé coïncidait avec l'avènement d'une économie de plus en plus contrôlée par des étrangers, ce qui, combiné à la libéralisation totale du compte de capital, a permis l'envoi de devises à l'étranger, sans restriction aucune. Cela a provoqué, par ricochet, la localisation à l'étranger d'un montant de capitaux argentins égal à la dette extérieure du pays.² La situation est devenue de plus en plus insoutenable, aboutissant, à la fin de l'année 2001, à une dévaluation de près de 75 pour cent du peso par rapport au dollar américain.³

La dévaluation du peso argentin a été en grande partie provoquée par la « Loi sur la convertibilité », qui rattachait le peso au dollar américain. Lancé au départ

¹ En 1991, la dette extérieure du secteur public argentin était de 58 588 millions de dollars US. Dix ans plus tard, cette dette s'élevait à plus de 144 milliards de USD.

² A cet égard, une commission de la Chambre des Députés du pays a fait ressortir qu'en décembre 2001, les capitaux extérieurs (actifs financiers et non financiers) appartenant à des résidents argentins s'élevaient à près de 127.074 millions de dollars placés dans des dépôts, des actions, des biens, des devises, etc. Ce phénomène n'est pas nouveau puisque, selon les députés, la variation des actifs extérieurs entre 1992 et 2001 était de 73.332 millions de dollars US. Julio Gambina, *Seis meses en picada : datos de la crisis económica*. FJA Centre for Studies, Training and Information, juin 2002.

³ A la suite de la crise de décembre 2001, le peso argentin s'est dévalué par rapport au dollar américain, allant d'une parité de 1 ARS = 1 dollar US à 3,60 ARS = 1 dollar US en octobre 2002.

dans l'optique de réduire la forte inflation, le taux de change fixe a été soutenu jusqu'au bout par le FMI et la « communauté financière » comme étant la clé de la stabilité. Cependant, le peso s'est apprécié en même temps que le dollar, d'où des importations artificiellement peu coûteuses et une augmentation du déficit de la balance des paiements que les investisseurs ont fini par déclarer insoutenable. Les fuites massives de capitaux en 2001 ont scellé le sort de l'Argentine.

Les demandes de changement exprimées de façon si énergique par la société sont restées vaines sous le gouvernement de transition dirigé par Eduardo Duhalde, qui s'est contenté de gérer la crise, sans mettre en œuvre des solutions alternatives à l'érosion des droits sociaux de tranches de plus en plus larges de la population.

Une conséquence logique d'un processus caractérisé par une concentration des richesses et une augmentation sans précédent de la pauvreté est que les variables sociales sont devenues totalement hors de contrôle. Ainsi, la consolidation du modèle socioéconomique néolibéral lancé par la dictature militaire qui s'est installée au pouvoir en 1976, et soutenu et promu par les institutions de crédit multilatérales, a fait que l'Argentine connaît actuellement la pire crise de son histoire en tant que nation.

A son tour, la poursuite des protestations sociales dans des conditions pacifiques, sans doute la seule réalisation à l'actif du gouvernement de transition, a été complètement stoppée le 26 juin 2002. Au cours d'une manifestation des couches les plus démunies au sud de la Banlieue de Buenos Aires, les forces de sécurité ont lancé une répression brutale, qualifiée par le Président lui-même de « chasse » virtuelle dont la conséquence la plus tragique a été l'assassinat de deux manifestants par des membres des groupes de répression.

Pour sa part, le programme de transition s'en est tenu à des discussions autour de la perpétuation du modèle d'organisation politico-économique actuel, n'accordant aucune place prépondérante aux questions sociales. La société civile est loin des enceintes dans lesquelles les groupes dominants s'affrontent pour ne pas avoir à prendre en charge les coûts de la crise, entraînant une nette détérioration de la qualité du système démocratique.

Dans le même ordre d'idée, une autre manifestation de la crise institutionnelle se traduit par les procédures de mise en accusation (*impeachment*) lancées contre la Cour Suprême du pays. La promotion des poursuites judiciaires était au départ du ressort du pouvoir exécutif ; cependant, à la suite d'une série de jugements qui ne servaient pas ses intérêts (jugés excessifs par le Président de la Nation), les procédures de mise en accusation ont été atténuées avant d'être finalement rejetées en octobre 2002. Cette querelle au sein des autorités étatiques a franchi les limites que peut avoir une procédure constitutionnelle d'une telle importance institutionnelle, et n'a fait qu'amoindrir la crédibilité, déjà bien mal en point, du pouvoir étatique, peut-être à un point de non-retour.

Des indicateurs alarmants : pauvreté et pauvreté extrême

Le développement de variables sociales au cours de l'année 2002 a montré que les politiques économiques mises en œuvre ces dernières années n'ont fait que relever les indices de la pauvreté et de la pauvreté extrême à des niveaux incompatibles avec un système démocratique. En mai 2002, environ 18,5 millions de personnes (53% de la population totale) vivaient en deçà du seuil de pauvreté,⁴ tandis que 8,7

⁴ Selon la méthodologie utilisée par l'Institut national de la statistique et du recensement (INDEC), dans l'Enquête permanente sur le revenu des ménages, la pauvreté est mesurée par la méthode du « seuil de

millions (24,8% de la population totale) étaient considérés comme vivant dans la pauvreté extrême.⁵ Cette dernière variable a été rehaussée de 135% dans la période allant d'octobre 2000 à mai 2002.⁶

La situation est différente dans les diverses régions du pays, puisque le nombre de pauvres dans bien des zones urbaines a atteint des chiffres encore plus scandaleux, avec un record de 78,3% dans la province de Formosa. La situation est encore plus dramatique si l'on tient compte du fait que, sur le nombre total de pauvres, 8,32 millions sont des enfants et des jeunes. En effet, cela signifie que 70% des enfants et des jeunes de moins de 18 ans vivent dans des foyers pauvres. Et 4,14 millions de personnes, quant à elles, vivent dans la pauvreté extrême.

Encore une fois, c'est à l'intérieur du pays que l'on est confronté à la situation la plus grave, en particulier dans les provinces du nord où la proportion d'enfants pauvres atteint 80% et 87,7% à Formosa. Dans onze autres centres urbains, la proportion des enfants de moins de 14 ans vivant dans la pauvreté dépasse 70%.⁷ En outre, à Formosa, Corrientes, Posadas et Concordia, plus de 50% des enfants de moins de 14 ans vivaient dans la pauvreté extrême en mai 2002.⁸

Le constat selon lequel, dans un pays où la production vivrière pourrait couvrir les besoins de 330 millions de personnes, environ un quart de la population (près de 9 millions de personnes) ont faim est incompréhensible.⁹ Selon les chiffres de l'Association pédiatrique argentine, le taux de mortalité des enfants de moins d'un an est de 11 000 décès par an : un bébé toutes les 48 minutes.¹⁰ Sur ce total, 60% des décès sont dus à des causes évitables.

Dans ce contexte de pauvreté et de pauvreté extrême, il convient également de traiter l'importance de l'accroissement du nombre de personnes ayant des problèmes d'emploi. Selon des données récentes de l'Institut national de la statistique et du recensement correspondant à l'enquête réalisée en mai 2002, le taux de chômage a atteint un record historique. De fait, il y a à l'heure actuelle 3,04 millions de chômeurs enregistrés en Argentine, soit 21,5% de la population active. Le sous-emploi a atteint 18,6%, soit 2,63 millions de personnes. Les niveaux les plus élevés de chômage se trouvent dans les banlieues de Catamarca (25,5%), Córdoba (25,3%), Rosario (24,3%) et Buenos Aires (22%). En une année, le nombre de chômeurs a augmenté de 755 000, selon l'enquête permanente sur les ménages effectuée en mai 2002 dans 28 centres urbains du pays.

Compte tenu des niveaux exceptionnels de pauvreté et de pauvreté extrême, l'obtention d'un emploi n'implique pas l'accès à une vie décente. Il ressort des données de l'INDEC que le revenu de 25,7% des personnes ayant un emploi ne suffit pas pour couvrir le panier de vivres et de services de base nécessaires à un

pauvreté » qui consiste à établir, sur la base du revenu des ménages, l'existence de la capacité à satisfaire – par l'acquisition de biens et de services – un ensemble de besoins alimentaires et autres, considérés comme étant essentiels.

⁵ Le concept de « seuil de pauvreté extrême » utilisé par l'INDEC s'efforce d'établir si les ménages ont des revenus suffisants pour couvrir un panier de vivres pouvant satisfaire un seuil minimum de besoins protéiques et énergétiques. Ainsi, les ménages situés en-dessus de ce seuil sont considérés comme vivant dans la pauvreté extrême.

⁶ Source : Siempro, d'après les données de l'enquête permanente sur le revenu des ménages et le CNPV 2001.

⁷ Il s'agit de San Luis – El Chorrillo, San Juan, Jujuy – Palpalá, La Rioja, Salta, Santiago del Estero, Tucumán, Córdoba, Paraná, Rosario et Santa Fe

⁸ Enquête permanente sur le revenu des ménages, INDEC, mai 2002.

⁹ Selon des données provenant du Secrétariat à l'Agriculture et de la Faculté d'Agronomie de l'UBA, publiées par le Supplément payant du journal *Página 12* dans son édition du 31 mars 2002, au cours de l'année 2002, 99 millions de tonnes de vivres seront produits, suffisamment pour nourrir 330 millions de personnes.

¹⁰ « Muere un bebé cada 48 minutos », - *Un bebé muere todas las 48 minutos* - *La Nación*, 27 juillet 2001.

adulte pour vivre au-dessus du seuil de pauvreté. En outre, tandis que la grande majorité des argentins se paupérise, une infime fraction s'enrichit de plus en plus, poursuivant le processus de concentration de la richesse et transformant de façon radicale la structure sociale existant dans le pays.

En conséquence, en comparant le revenu des 10% les plus pauvres avec celui des 10% les plus riches, ce dernier est aujourd'hui 33,6 fois plus élevé que le premier. En d'autres termes, tandis que les 10% les plus pauvres recueillent 1,1% du revenu, les 10% les plus riches en gardent 37,6%.¹¹ Cet écart est probablement le plus important dans l'histoire de l'Argentine et explique pour une grande part la désintégration sociale à laquelle notre pays est actuellement confronté.

La crise du système de santé

Durant les derniers mois de l'année 2001, une crise sans précédent s'est déclenchée dans notre système de santé national, s'aggravant au cours de l'année 2002. Cette situation tragique venait s'ajoutait à celle de la malnutrition, affectant essentiellement les enfants et les personnes âgées.

L'absence de sécurité sociale et d'accès aux médicaments ainsi que la pénurie de matériels de base dans les hôpitaux publics étaient probablement les éléments les plus importants et les plus notables de la crise socioéconomique en Argentine. A cela, il convient d'ajouter la réapparition des maladies liées à la pauvreté qui avaient été éradiquées il y a des années de cela.

Le premier symptôme de cette crise profonde est devenu visible lorsqu'un grand nombre d'Argentins se sont trouvés dans l'incapacité de se procurer des médicaments essentiels pour le traitement de leurs maladies. D'une part, l'impossibilité pour les services sociaux les plus importants de rembourser leurs créanciers a entraîné la suspension de la prise en charge de leurs membres par les pharmacies. D'autre part, la dévaluation du peso par rapport au dollar et l'incertitude quant à sa valeur ont provoqué une spéculation de la part des laboratoires, des sociétés pharmaceutiques et des pharmacies, entraînant une augmentation exorbitante des prix des médicaments.

De plus, le système de soins de santé déjà détérioré dans les hôpitaux publics – qui ont dû faire face à une demande accrue ces dernières années, en raison des niveaux plus élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté – s'est effondré en raison de l'insuffisance de leurs réserves d'antibiotiques, de corticoïdes et de médicaments essentiels pour le traitement des patients ayant subi une greffe, souffrant de cancer, du VIH/Sida, etc. Les réserves étaient également épuisées pour tous les types de matériels de base, allant des gants de caoutchouc et du matériel de stérilisation aux recharges d'oxygène. La situation est si grave que de nombreux hôpitaux ont mis en place un système d'échange de matériels, pour assurer leur fonctionnement. De surcroît, plusieurs personnes ont intenté des poursuites judiciaires, afin de revenir à l'approvisionnement normal en médicaments et à la continuité des traitements.

L'assistance comme réponse du gouvernement

En réponse à cette situation sociale des plus graves, le gouvernement a mis en place une série de programmes sociaux reprenant l'approche de type assistance qui a

¹¹ A titre comparatif, en 1974, l'écart entre le premier et le dixième décile du revenu était de 12,3 fois, tandis qu'en 1989, en pleine hyper-inflation, l'écart a atteint 23,1 fois. Equis, d'après l'indice de l'Enquête permanente sur les ménages de l'INDEC, mai 2002.

guidé les politiques publiques de la décennie passée. Dans ces programmes, il n'est pas question de savoir comment combattre la pauvreté, mais seulement comment contenir les pauvres. Aussi, les questions de redistribution des revenus et de strict respect des droits sociaux n'apparaissent-elles pas dans le discours officiel.

Selon ces termes et afin de garantir le « droit à l'inclusion familiale » (sic), un programme en faveur des chefs de ménages a été lancé en avril 2002, avec une prise en charge consistant au paiement de 150 ARS (environ 40 dollars US) dans certaines conditions.

Il convient de noter que ce programme a établi un délai d'inscription pour les candidats, ce qui a privé bon nombre d'individus d'accès à ses avantages. En outre, la durée du programme s'étend seulement jusqu'au 31 décembre 2002, ce qui crée une grande incertitude quant à sa poursuite.

Le plan social élaboré par le gouvernement national ne couvre même pas la moitié des besoins alimentaires de base d'une famille type. Selon des études officielles, en septembre 2002, la valeur du panier de base de la ménagère, correspondant à deux adultes et deux enfants, s'élevait à 324,06 ARS (86 dollars US).

On peut donc en conclure que le programme mis en œuvre à l'échelon national cherche à combattre la pauvreté au moyen non pas d'une stratégie qui vise sérieusement une distribution équitable du revenu, mais d'une stratégie que l'on ne peut que considérer comme de l'assistance palliative, visant à réduire l'ampleur du conflit social.

Enfin, l'intervention du gouvernement national pour pallier le déficit du système de soins de santé a été en fait insuffisante. La crise du système de soins de santé est un autre exemple de la faiblesse et de l'incapacité des institutions argentines à faire face aux violations de droits humains fondamentaux, tels que la vie et la santé.

Les médicaments ont été dépouillés de leur nature sociale et sont devenus de simples marchandises, soumises à la loi de l'offre et de la demande, tandis que ceux qui ont la responsabilité politique de garantir la santé à l'ensemble de la population n'ont réussi qu'à prendre des mesures isolées qui en général deviennent – tout au plus et jusqu'ici – un catalogue de bonnes intentions.

En résumé, le gouvernement argentin oublie de définir des politiques économiques durables et responsables donnant la priorité à l'égalité réelle et à la pleine réalisation des droits sociaux, seul moyen de reconstruire une véritable démocratie. Dans ces conditions, l'année 2002 a vu une progression du processus de désintégration sociale, mettant sérieusement en danger la viabilité de l'Argentine en tant que nation, pour le présent comme pour l'avenir.